



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## politique de l'emploi

Question écrite n° 65547

### Texte de la question

M. Arnaud Robinet interroge M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social sur la situation largement préoccupante des jeunes diplômés pour l'accès à leur premier emploi. Selon les résultats de l'étude annuelle conduite par l'association pour l'emploi de cadres (APEC) et publiée le 1er octobre 2014, le taux d'emploi des jeunes un an après l'obtention de leur diplôme de niveau bac + 5 atteint 63 %, un taux identique à celui de l'année précédente et en recul de 7 points par rapport à la génération des diplômés de 2011 et de 9 points si l'on compare aux résultats de l'année 2010. Par ailleurs les recrutements de jeunes diplômés au statut de cadre ont diminué de 4 % en 2013. Il lui demande ainsi de bien vouloir lui indiquer les mesures que le Gouvernement prendra pour améliorer l'accès à l'emploi des jeunes diplômés.

### Texte de la réponse

Les réponses de l'Etat en faveur des jeunes diplômés s'inscrivent à la fois dans le cadre du droit commun de l'offre de service des opérateurs du service public de l'emploi et dans le cadre d'actions spécifiques. Pour ce qui concerne Pôle emploi, l'accompagnement de droit commun va évoluer de façon à réduire le plus possible le délai entre l'inscription et le premier entretien de diagnostic qui déclenche l'accompagnement par un conseiller de Pôle emploi. En effet, la convention tripartite Pôle emploi - UNEDIC - Etat signée le 18 décembre 2014 prévoit qu'un entretien de situation consacré exclusivement à la réalisation du diagnostic du demandeur d'emploi est effectué dans un délai de deux à quatre semaines après la demande d'inscription afin de réaliser un diagnostic partagé entre le demandeur d'emploi et le conseiller. En étant situé entre deux et quatre semaines après la demande d'inscription et en étant centré sur le diagnostic de la situation et des besoins du demandeur d'emploi, il permet ainsi un démarrage plus précoce de l'accompagnement, que celui-ci soit réalisé en interne par des conseillers de Pôle emploi, ou délégué à ses partenaires (missions locales, Cap emploi, ...) ou sous-traitants. Au-delà de la préoccupation tenant à permettre un accompagnement le plus précoce possible, Pôle emploi devra veiller à ajuster les modalités d'accompagnement pour une plus grande personnalisation, et ce particulièrement en ce qui concerne les publics jeunes. Ainsi, en complémentarité de son offre de services de droit commun, Pôle emploi installe durablement dans son offre de services des méthodes spécifiques d'accompagnement intensif vers l'emploi durable des jeunes demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, combinant un accompagnement plus individualisé et un accompagnement collectif de forte intensité. Environ 700 conseillers dédiés à l'accompagnement intensif des jeunes seront déployés dès 2015 dans les agences de pôle emploi. Pour ce qui concerne les missions locales, opérateurs dédiés aux jeunes de 16 à 25 ans révolus, l'offre de service se caractérise par un accompagnement global social et professionnel intégré qui vise la levée des freins sociaux pour l'autonomie des jeunes sur le marché du travail. Les missions locales jouent un rôle d'ensemblier. Elles mobilisent l'ensemble de leurs partenaires pour apporter des solutions aux jeunes (santé, mobilité, logement, formation). Un accord de partenariat renforcé signé en février 2015 entre Pôle emploi, les représentants des missions locales et le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social s'appuie sur les savoir-faire respectifs : un accompagnement professionnel personnalisé pour Pôle emploi et un accompagnement personnalisé socioprofessionnel pour les missions locales. Il décline la complémentarité des offres de service et détermine l'ensemble des articulations opérationnelles entre les deux réseaux pour orienter les jeunes en fonction de leurs besoins et non pas sur la

base de critères administratifs. Il mobilise des actions ponctuelles dans les offres de service de chacun des partenaires et construit des actions concertées en direction des jeunes et des entreprises. Pour ce qui concerne l'association pour l'emploi des cadres (APEC), des prestations spécifiques visent les jeunes diplômés. Elle consiste en la mise en place d'un plan d'actions personnalisé pour permettre la poursuite de leur recherche par ces jeunes diplômés en toute autonomie sur la base d'un diagnostic de situation réalisé avec un conseiller. Ce plan d'action permet d'identifier les leviers à mobiliser (améliorer le CV, préparer les entretiens, cibler les entreprises à prospector...). En outre, un protocole pour l'insertion professionnelle des jeunes issus de l'enseignement supérieur a été signé entre les ministres en charge de l'enseignement supérieur et de l'emploi, la conférence des présidents d'université, l'union nationale des missions locales (UNML), le conseil national des missions locales (CNML), Pôle emploi et l'APEC, le 25 février 2014. Ce protocole a pour objectif de permettre à chaque jeune issu de l'enseignement supérieur de disposer d'une préparation à l'insertion professionnelle et d'un accompagnement. Il pose les termes de la complémentarité d'intervention des différents acteurs du service public de l'emploi : - les missions locales ont plutôt vocation à accompagner les jeunes sortis de l'enseignement supérieur sans diplôme ou les jeunes diplômés qui ont du mal à accéder à l'emploi et rencontrent des difficultés sociales ; - l'offre de services de l'APEC vise principalement les étudiants diplômés de master et elle prête une attention particulière à l'insertion des jeunes docteurs qui peuvent rencontrer des difficultés spécifiques ; - Pôle emploi joue un rôle de pivot, pouvant faire accéder les jeunes diplômés aux nombreuses prestations proposées, dont certaines sont spécialement conçues pour eux. En outre, les jeunes résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ou dans les zones de revitalisation rurale, qui ont atteint au plus le niveau du premier cycle de l'enseignement supérieur, sont éligibles aux emplois d'avenir, à titre exceptionnel, s'ils totalisent une durée de douze mois minimum de recherche d'emploi au cours des dix-huit derniers mois.

## Données clés

**Auteur :** [M. Arnaud Robinet](#)

**Circonscription :** Marne (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 65547

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

**Ministère attributaire :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [7 octobre 2014](#), page 8380

**Réponse publiée au JO le :** [28 avril 2015](#), page 3274